



La Commune



Après les élections présidentielles

Argentine

Dimanche 28 octobre, Cristina Fernández Kirchner a été élue Présidente de la République d'Argentine dès le premier tour avec plus de 40% des voix. Elle succède à son mari et partage avec lui la caractéristique d'être un des présidents les plus mal élus dans toute l'histoire de l'Argentine. Son élection, au terme d'une campagne électorale qui s'est déroulée dans la plus grande indifférence, n'a guère suscité d'enthousiasme parmi la population. Depuis 1983, on n'avait pas vu une abstention aussi élevée.

De fait, Cristina Kirchner a été élue par 30 % du corps électoral. Elle a perdu dans toutes les grandes villes de l'Argentine, à Buenos Aires, Córdoba, Rosario et dans toutes les communes de la banlieue de la capitale, là où se concentre l'essentiel de la classe ouvrière. C'est le bilan de quatre années d'inflation, de scandales de corruption, de diminution des prestations sociales, de blocage des salaires.

Un Régime politique en crise

Ces élections, sans bulletin de vote au nom du Parti Justicialiste (péroniste) ou du Parti Radical, les deux grands partis historiques de l'Argentine, marquent la crise d'un Régime appuyé jusqu'alors sur le bipartidisme. Aucun parti n'a été construit par Nestor Kirchner pour assurer une certaine stabilité nécessaire à l'application de la politique anti-populaire voulue par le patronat argentin. Le " Front pour la victoire " constitué autour de la candidature de Cristina Kirchner n'est qu'un conglomérat de vieux débris de l'appareil du parti péroniste et de secteurs du radicalisme, sans unité réelle.

Pendant des mois, la nouvelle Présidente a parcouru le monde et plus particulièrement a rendu visite aux chefs d'État des principaux pays impérialistes, pour leur dire qu'elle entendait poursuivre la politique de son mari en élargissant encore l'ouverture aux capitaux étrangers et l'intégration de l'Argentine aux différents accords internationaux. Ce qui signifie une promesse d'augmentation des profits pour les investisseurs étrangers principalement dans les secteurs de l'eau, de l'électricité, du gaz, des transports. C'est ainsi que les tarifs de l'électricité et du gaz devraient subir une hausse de 12 à 15 % dans les premiers mois de l'année 2008. Et, comme si cela ne suffisait pas, elle s'est engagée à continuer de payer la dette extérieure de 6 200 millions de dollars (4 250 millions d'euros) que réclament les gouvernements regroupés dans le Club de Paris avec le parrainage du FMI dirigé par le " socialiste " Dominique Strauss-Khan.

Notons au passage que Ségolène Royal a participé aux côtés des époux Kirchner à la réception en l'honneur de la victoire de Cristina, comme dit l'adage " qui se ressemble s'assemble ".

Un pacte social

Comme dans de nombreux pays, les gouvernements faibles n'ont d'autre solution que d'en appeler aux dirigeants des centrales syndicales pour obtenir un " pacte social " c'est-à-dire un accord entre gouvernement, patronat et syndicats dans le but de faire passer les plans d'austérité contre les salariés. Rien de bien nouveau, cela fut mis en oeuvre en 1973 en Argentine, sans succès grâce aux grèves et aux manifestations de la classe ouvrière.

La Confédération Économique Argentine, le Medef argentin, bien avant le résultat des élections, a multiplié les déclarations en faveur du Pacte social avec la CGT et la CTA, se disant prêt à mettre à disposition du nouveau gouvernement ses meilleurs spécialistes pour aboutir à cet accord qu'elle estime indispensable. Cette précipitation est à la mesure de la crainte du patronat face à la faiblesse du nouveau gouvernement et à la combativité de la classe ouvrière qui s'est exprimée dans les derniers mois du mandat de Nestor Kirchner par des grèves, en particulier chez les enseignants pour des augmentations de salaires et ceci jusque dans la province du chef de l'État.

Alors que l'inflation ne cesse d'augmenter, la tâche de Cristina s'annonce bien difficile. Empêcher la lutte des salariés pour obtenir des augmentations de salaire qui permette de faire face à l'inflation semble une gageure.

Un objectif

Parmi la gauche argentine, qui au total a conservé le nombre de voix qu'elle avait obtenu aux élections de 2003, le Mouvement Socialiste des Travailleurs est sorti en tête. Son objectif est d'offrir aux nouveaux militants qui s'affirment à travers les luttes de la classe ouvrière un cadre politique s'affirmant comme une nouvelle direction pour les combats qui s'annoncent.

Modifié le lundi 03 décembre 2007

Voir aussi dans la catégorie Argentine



« La victoire de la légalisation de l'avortement renforce toutes les luttes de genre »

Le 30 décembre dernier, la légalisation de l'avortement, qui a été l'objet d'une lutte acharnée des femmes argentines depuis des décennies, a été votée par le Sénat argentin. C'est une... »



Alternativa Socialista 775

Tareas para el año que comienza Las dos crisis. Para hacer un balance del año que termina no puede pasarse por alto que estuvo marcado por dos crisis de magnitud histórica. La sanitaria... »



Le vent de la révolution souffle sur le monde

La situation mondiale vit un changement évident, avec des explosions, des révoltes et des révolutions. Ses causes, ses caractéristiques, ses défis. »



Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer



En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>



Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>



Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>
